

le don perçu comme un acte vertueux (*puniya*). Donner à un mendiant peut relever des conduites que requiert son statut, d'un régime de prescriptions (à l'occasion de fêtes, de cérémonies ou de rituels), mais aussi d'un espoir ou d'un vœu : c'est le cas lorsque l'on tient un commerce, que l'on entreprend un voyage, qu'un proche est hospitalisé ou que l'on s'adresse à la divinité d'un temple. En ce sens, les zones commerçantes, les gares autoroutières et ferroviaires, les abords des hôpitaux et des temples, qui sont aussi des zones de grande affluence, constituent pour les mendiants des sites de prédilection.

Fabienne Martin

➔ *pauvreté, renonçant*

Mers

L'Inde n'est que la vingtième puissance maritime commerciale du monde. Mais avec un trafic de 522 millions de tonnes (2004-2005) et un développement des investissements tant publics que privés, le rôle des mers et de ses ports est en forte croissance. 95 % des volumes commerciaux du pays et 70 % de leurs valeurs transitent par les ports maritimes, même si les infrastructures sont loin d'être adéquates et que des freins politiques au commerce peuvent demeurer (ce n'est qu'en 2006 que l'Inde a permis le rétablissement du transport maritime avec le Pakistan – et seulement pour les navires d'autres pays).

La maîtrise des mers est donc un enjeu essentiel. L'*Indian Navy* emploie 55 000 personnes, un peu plus que la marine française mais beaucoup moins que l'armée de terre forte d'1,1 million d'hommes. Elle compte notamment deux porte-avions (de seconde main) et 16 sous-marins. Deux commandements sont responsables des deux façades maritimes, à Visakhapatnam sur le golfe du Bengale, et à Bombay pour le golfe d'Oman. Alors que jusqu'à peu l'Inde s'en désintéressait, le contrôle de « ses » mers lui apparaît désormais essentiel, tant à cause la disparition de l'URSS qui jouait un peu le rôle de « gendarme » ami, que pour la sécurisation des

flux économiques (la moitié de sa consommation d'hydrocarbures y transite).

Dans quelle mesure l'océan Indien doit-il être... indien? L'Inde hésite encore entre un modèle défensif ou une projection de puissance. Mais la rivalité avec la Chine s'affirme puisque celle-ci est présente dans ces mers depuis les années 1990, notamment en raison de l'enjeu pétrolier. Les points d'appui qui forment le « rideau de perles » chinois sont le résultat d'accords avec la Birmanie, le Pakistan (base de Gwadar), le Bangladesh (Chittagong) ou Sri Lanka, considérés par l'Inde comme autant de menaces d'encerclement. Celle-ci réplique par des accords avec des États insulaires comme les Maldives, les Seychelles ou Maurice, sans parler de collaborations avec le Mozambique et Madagascar ou de manœuvres communes avec l'*US Navy*. Les détroits se révèlent stratégiques, d'où des alliances avec Singapour pour Malacca, avec Oman et le Qatar pour Ormuz, et la création en 2001 d'un nouveau commandement de flotte à Port Blair étant donné la situation clé des îles indiennes Andaman et Nicobar.

Frédéric Landy

📖 Gonon Emmanuel (2004).

➔ *Andaman, Chine, défense, Maurice, océan Indien, politique étrangère, ports*

Microfinance

La microfinance désigne l'ensemble des services financiers (crédit mais aussi épargne, assurance, transferts de fonds pour les migrants, etc.) destinés aux populations exclues des services financiers classiques. En Inde, où moins de 40 % de la population dispose d'un compte bancaire, la microfinance présente plusieurs spécificités qui permettent de parler d'un « modèle » indien : un très fort soutien des autorités publiques (tant au niveau fédéral que des États); un partenariat entre agences bancaires publiques comme privées, ONG et *self-help groups* (groupes locaux de 15 à 20 membres chargés de gérer collectivement la collecte de l'épargne et les remboursements); enfin, un ciblage quasi-exclusif sur les femmes (près de 90 % des

membres en moyenne). Même si d'autres approches existent (coopératives de microfinance, modèle *Grameen Bank* inspiré du Bangladesh), le modèle des *self-help groups* concerne plus des deux tiers de la clientèle.

Fin 2007 on comptait au total plus de vingt millions de clients : environ 8 % des ménages indiens sont concernés, et cette proportion peut atteindre 50 % sur certains territoires. Même si les écarts se réduisent, on observe une forte concentration dans le Sud du pays (près des trois quarts de l'offre se font en Andhra Pradesh, Karnataka et Tamil Nadu) et en zones rurales (environ 75 % de l'offre). Les montants des prêts varient entre 30 et 350 €, avec une moyenne d'environ 80 € (soit entre 20 % et 50 % du revenu annuel des populations concernées), et pour des durées relativement courtes – rarement plus d'un an. La proportion de pauvres varie selon les organisations (de 30 à 70 %), avec une moyenne globale estimée à 30-35 % (pauvreté évaluée en prenant le seuil de 1 \$ par jour en équivalent de pouvoir d'achat). On compte en moyenne 35 % de *Scheduled Castes* et *Scheduled Tribes* (alors que ces catégories représentent 26 % de la population à l'échelle nationale).

Contrairement à certains préjugés faisant de la microfinance un outil de lutte contre la pauvreté, les études d'impact montrent qu'elle peut améliorer le quotidien des familles mais ne permet pas de lutter contre la pauvreté, et dans certains contextes peut même contribuer à renforcer certaines formes d'inégalités. L'impact se mesure moins en termes d'augmentation directe des revenus que de meilleure gestion de la trésorerie familiale, d'amélioration du patrimoine domestique (or, habitat, équipement ménager) et parfois productif (bétail, machine à coudre, fonds de roulement pour du commerce de détail), parfois d'épargne monétaire. La microfinance peut également permettre une meilleure capacité à résister contre des chocs extérieurs (via une épargne de précaution ou un accès à des prêts à des taux moins onéreux que ceux du marché financier informel). Difficiles à quantifier, ces effets sont positifs compte tenu de la très forte vulnérabilité des familles. Ils supposent néanmoins plusieurs conditions,

liées à la fois à la qualité de l'offre de services et au contexte socioéconomique local. En leur absence, la microfinance (et plus particulièrement le microcrédit) peut rapidement alourdir l'endettement familial voire conduire au surendettement.

Quant aux effets en termes de création d'emploi, ils sont très limités. Pour ceux qui ont déjà une petite entreprise (commerce de détail, restauration, *rickshaw*, téléphonie, etc.), la microfinance permet une certaine stabilisation et consolidation de l'activité, mais peu d'accumulation en raison de l'inadaptation au financement de l'investissement (montants trop faibles et durées trop courtes). Rares sont ceux qui deviennent micro-entrepreneurs grâce à la microfinance... Les blocages sont d'ordre tant individuel (attachement au salariat, aussi précaire et exploiteur soit-il, ou à l'agriculture, aussi peu rentable soit-elle) que collectif : monopoles locaux, segmentation des marchés et de l'accès à l'information, et enfin (et surtout) débouchés locaux limités faute de pouvoir d'achat de la population locale. Concernant l'agriculture, le potentiel de la microfinance s'avère limité du fait de caractéristiques techniques inadaptées (montants trop faibles, modalités d'octroi et de remboursements peu adaptées aux calendriers agricoles). De même, la microfinance, alors qu'elle cible en priorité une clientèle féminine, ne peut prétendre bouleverser les rapports hommes/femmes ni remettre en cause des normes sociales que des décennies de luttes féministes n'ont guère réussi à ébranler.

Aujourd'hui, elle est confrontée à plusieurs défis pour prétendre être un véritable outil d'intégration : élaborer des services financiers plus innovants et mieux adaptés à la complexité et la diversité des besoins des populations, pallier les inégalités territoriales en matière d'offre, imaginer enfin des modes de gouvernance et de régulation appropriés. L'enjeu consiste à la fois à garantir un minimum d'éthique de la part des différents acteurs de la microfinance et à leur permettre de fonctionner en complémentarité et non en conflit ou en concurrence : ces acteurs sont la société civile, dont la légitimité et la représentativité demeurent sans cesse à démontrer ; les politiques publiques aux objectifs par-

fois multiples et incompatibles, voire tout simplement douteux (la microfinance n'étant parfois qu'un outil démagogique au service d'intérêts purement électoraux, les groupes de femmes étant considérées comme des « banques de voix ») ; et enfin le marché (banques et compagnies d'assurance principalement). Concernant ces dernières, si leur implication s'explique au départ par des contraintes réglementaires (l'État impose aux institutions financières d'affecter une partie de leur portefeuille à certaines catégories de population), leur motivation actuelle est aujourd'hui clairement de nature commerciale.

Isabelle Guérin

■ Guérin Isabelle, Palier Jane (dir.) (2005).

■ Guérin Isabelle, Fouillet Cyril, Palier Jane (2007).

➤ *aide sociale, crédit, dette, informel, ouvriers agricoles, pauvreté*

Migrations intérieures

L'image récurrente d'une Inde stable, traditionnelle et immobile est battue en brèche par les recherches pointant l'ancienneté, l'importance et les multiples dimensions des mouvements de population. Les usages politiques des migrations autour de questions identitaires, les transformations contemporaines des formes de mobilité et la dépendance de pans entiers de l'économie envers les travailleurs migrants, soulignent le caractère crucial de ces migrations internes.

La rareté des données disponibles et leur fiabilité très relative rendent difficile l'appréhension de ces mouvements. Les écarts entre les estimations officielles et celles des enquêtes de terrain varient du simple au triple. À partir des données des recensements, du Bureau international du travail, de la 55^e campagne du *National Sample Survey* (1999-2000) et des enquêtes de terrain, les évolutions majeures des migrations internes au cours des quinze dernières années peuvent cependant être esquissées.

Ce sont quelque 308 millions d'Indiens, au recensement de 2001, qui ont changé de résidence depuis leur naissance (27 % de la popu-

lation). Les migrations intérieures sont surtout internes à chaque État (85 % des migrations, parmi lesquelles 70 % se font dans le même district). Ces migrations intra-districts importantes sont constituées à 44 % par les migrations de mariage (les femmes rejoignant leur mari). Quant aux migrations entre États (15 %), elles sont en majorité le lot de catégories très éloignées socialement, les travailleurs manuels pauvres et les classes très diplômées.

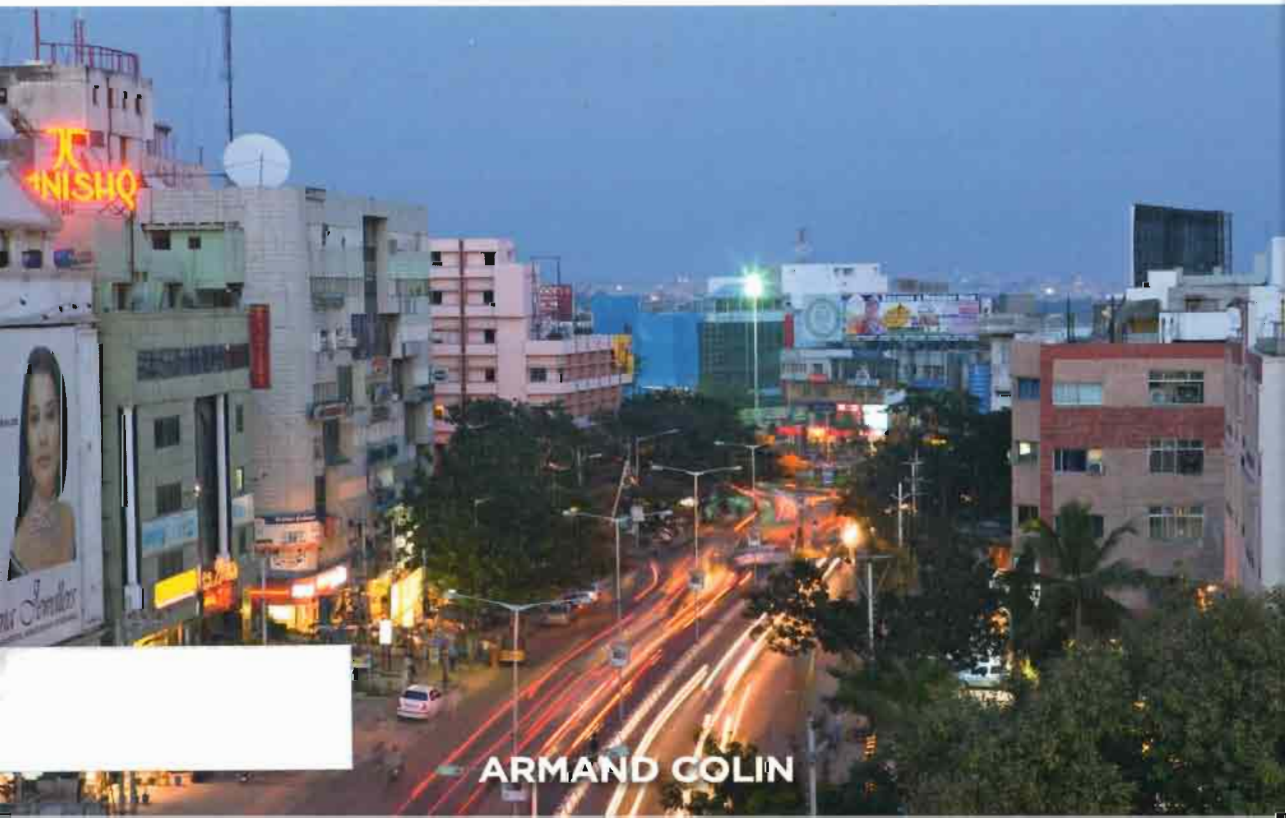
Depuis la période coloniale, les migrations de main-d'oeuvre en Inde se caractérisaient par de forts mouvements internes aux zones rurales : plantations, zones irriguées, mines, grands travaux ont constitué les principaux pôles d'attraction. L'industrialisation a bien drainé nombre de migrants saisonniers vers les centres urbains, comme Calcutta et Bombay, mais sans provoquer d'exode rural massif. Ces données correspondent aussi à la structure de l'Inde actuelle : en 2001, 72 % de la population vivait en zone rurale. Une donnée marquante est la relative permanence, depuis l'époque coloniale, de poches de travailleurs originaires de zones arides et pauvres (Bihar, Andhra Pradesh, Orissa, Uttar Pradesh) migrant vers le Maharashtra, le Punjab et désormais le Gujarat. Ce phénomène perdure avec les inégalités économiques régionales croissantes depuis les années 1980. Cependant, de nombreux « échanges » de main-d'oeuvre sont observés, par exemple entre l'Orissa et l'Andhra Pradesh : les migrants sont souvent préférés aux locaux pour des questions de salaire et de discipline au travail.

Alors que les statistiques notent un déclin des migrations depuis les années 1970, les observations de terrain, depuis le début des années 1990, suggèrent une augmentation des migrations internes, notamment saisonnières. Les déplacements s'effectuent principalement entre zones rurales et concernent le secteur agricole, le travail « indépendant », et les secteurs de la construction. Néanmoins, les migrations des campagnes vers les villes augmentent. Depuis le début des années 1990, la participation des femmes aux migrations de travail saisonnières croît sensiblement. Les travailleurs combinent diverses formes de migrations et de tra-



Sous la direction de
Frédéric Landy

DICTIONNAIRE DE L'INDE CONTEMPORAINE



ARMAND COLIN

Sous la direction de
Frédéric LANDY

Sous la coordination thématique de
Samuel Berthet, Frédéric Landy, Isabelle Milbert,
Joël Ruet, Gilles Tarabout, Max-Jean Zins

DICTIONNAIRE
de l'Inde
contemporaine


ARMAND COLIN

Maquette de couverture : Didier Thimonier

Cartographie : Aurélie Boissière

Composition : In Folio

© Armand Colin, Paris, 2010

ISBN : 978-2-200-35247-9



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. • Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).